economiesuisse



2 x non à des initiatives agricoles protectionnistes

economiesuisse salue le rejet clair, par le Conseil national et le Conseil des États, des initiatives populaires protectionnistes «pour des aliments équitables» et «pour la souveraineté alimentaire». Les deux sont nuisibles: elles remettent en cause la politique agricole suisse, confirmée tout récemment par les citoyens, et proposent un retour vers le passé.

Lors de la dernière votation populaire sur la politique agricole, en septembre 2017, les électeurs ont accepté, avec 79% des voix environ, un contre-projet à l'initiative populaire «pour la sécurité alimentaire». Celui-ci demandait que le secteur agroalimentaire soit focalisé sur le marché. Il tenait compte du fait que 45% des denrées alimentaires sont importées et que nos relations commerciales internationales sont indispensables pour assurer la sécurité alimentaire. La Constitution charge désormais le Conseil fédéral de s'engager davantage, au niveau international, en faveur de critères de durabilité pour le commerce international.

economiesuisse estime que les demandes principales des deux nouvelles initiatives agricoles sont déjà satisfaites. Elles sont issues de milieux de gauche et écologiques et seront vraisemblablement soumises au vote le 23 septembre 2018.

NON à un diktat des Verts avec l'initiative «pour des aliments équitables»

L'initiative «pour des aliments équitables» des Verts nuirait aux consommateurs, à l'économie et à l'agriculture. Pour la Suisse, elle est superflue et elle serait contre-productive à l'égard de l'étranger. Les prescriptions de production prévues restreindraient le libre choix des consommateurs, puisqu'elles interdiraient l'importation des denrées alimentaires non conformes à la vision des Verts. Ce faisant, l'initiative nécessiterait la création d'un monstre bureaucratique difficile à mettre en place et ferait augmenter les prix des denrées alimentaires. À cela s'ajoute qu'elle porterait aussi atteinte à des traités internationaux et menacerait d'importants accords de libre-échange.

NON au retour vers le passé visé par l'initiative populaire «pour la souveraineté alimentaire»

Les mesures demandées par l'organisation syndicale paysanne uniterre sont encore plus passéistes. L'initiative «pour la souveraineté alimentaire» demande une modification radicale de la politique agricole – de la fixation des prix à de nouveaux droits de douane, en passant par la création d'emplois dans le secteur agricole. Les conséquences pour les consommateurs, l'industrie agroalimentaire, le commerce de détail ainsi que les entreprises exportatrices seraient graves.